

empêcher des subventions croisées abusives. Les autorités ~~réglementaires~~ ☒ de régulation ☒ nationales peuvent spécifier le format et les méthodologies comptables à utiliser.

2. Sans préjudice des dispositions de l'article 20 ~~5 de la directive 2002/21/CE (directive «cadre»)~~, les autorités ~~réglementaires~~ ☒ de régulation ☒ nationales peuvent, afin de faciliter la vérification du respect des obligations de transparence et de non-discrimination, exiger que les documents comptables, y compris les données concernant les recettes provenant de tiers, leur soient fournis si elles en font la demande. Les autorités ~~réglementaires~~ ☒ de régulation ☒ nationales peuvent publier ces informations dans la mesure où elles contribuent à l'instauration d'un marché ouvert et concurrentiel, dans le respect de la réglementation nationale et ~~communautaire~~ ☒ de l'Union ☒ sur la confidentialité des informations commerciales.

↓ nouveau

Article 70

Accès au génie civil

1. Une autorité de régulation nationale peut, au titre de l'article 66, imposer aux opérateurs l'obligation de satisfaire toutes les demandes raisonnables visant à obtenir l'accès au génie civil et à pouvoir utiliser celui-ci, y compris, sans limitation, les bâtiments ou accès aux bâtiments, le câblage des bâtiments, les antennes, les tours et autres constructions de soutènement, les poteaux, les pylônes, les gaines, les conduits, les chambres de visite, les regards de visite et les armoires, lorsque l'analyse de marché indique qu'un refus d'octroi de l'accès ou l'imposition de modalités et conditions déraisonnables pour octroyer l'accès ayant un effet similaire empêcherait l'émergence d'un marché de détail concurrentiel durable et risquerait d'être préjudiciable à l'utilisateur final.

2. Les autorités de régulation nationales peuvent imposer à un opérateur des obligations en matière de fourniture d'accès conformément au présent article, que les actifs touchés par l'obligation fassent ou non partie du marché pertinent d'après l'analyse de marché, à condition que lesdites obligations soient proportionnées et nécessaires pour atteindre les objectifs énoncés à l'article 3.

↓ 2002/19/CE (adapté)
⇒ nouveau

Article ~~70~~ 71

Obligations relatives à l'accès à des ressources de réseau spécifiques et à leur utilisation

1. ☒ Uniquement dans le cas où ☒ ~~Les~~ les autorités ~~réglementaires~~ ☒ de régulation ☒ nationales ⇒ concluent que les seules obligations imposées au titre de l'article 70 ne permettraient pas de réaliser les objectifs fixés à l'article 3, elles ⇐ peuvent, conformément aux dispositions de l'article ~~8~~ 66, imposer à des opérateurs l'obligation de satisfaire les demandes raisonnables d'accès à des éléments de réseau spécifiques et à des ressources associées et d'en autoriser l'utilisation, ~~notamment~~ lorsqu'elles considèrent qu'un refus d'octroi de l'accès ou des modalités et conditions déraisonnables ayant un effet similaire empêcheraient l'émergence d'un marché de détail concurrentiel durable ~~ou~~ ☒ et ☒ risqueraient d'être préjudiciables à l'utilisateur final.